

LES ENJEUX D'UN VOTE HISTORIQUE

Par Nicolas Baverez 03/05/2012

Pour l'économiste et historien Nicolas Baverez, ce qui se joue ce dimanche est rien de moins que le maintien, au prix d'immenses efforts, de la France dans le peloton de tête des pays développés... ou son inexorable déclin.

La Ve République est un régime conçu pour l'action en temps de crise. Le président de la République, qui incarne la nation et répond du pouvoir de l'État, en constitue la colonne vertébrale. Son élection structure le système politique tout en mettant les citoyens en situation d'examiner les grands enjeux de l'heure et de décider de leur destin. Or, l'élection présidentielle de 2012 se présente comme une dangereuse dérobade. Jamais depuis les années 1930 la France n'a été aussi affaiblie, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, et aussi en porte-à-faux par rapport à l'économie mondiale et à l'environnement international. Jamais depuis les années 1930 la classe politique n'a fait preuve d'une telle légèreté et le débat public ne s'est enfermé dans un tel déni du réel. Les Français ne s'y trompent pas. Leur forte mobilisation du premier tour, avec un taux de participation de 80%, témoigne d'une conscience aiguë de la gravité de la situation et du caractère décisif du moment. Leur vote à 33% contre les partis dits de gouvernement exprime leur désarroi et leur déception face à l'insuffisance des projets en présence.

En 2002, c'est l'abstention qui avait été le vecteur de leur colère et leur frustration. En 2012, ce fut le vote en faveur du Front du rejet, au confluent d'un règlement de comptes entre les électeurs et le président sortant, d'une crise de nature déflationniste qui lamine les classes moyennes, d'un appel enfin à réassumer les valeurs de la République qui ont été abandonnées aux populistes qui les instrumentalisent. Intellectuellement et politiquement, ces derniers ont réussi leur OPA sur la campagne, placée sous le signe de la démagogie, de la nostalgie et du ressentiment. Et ce, en complète rupture avec les récentes élections en Europe qui, du Royaume-Uni à l'Espagne, ont débouché, au terme d'un débat authentique autour des très sérieuses difficultés de ces nations et de l'Europe, sur des alternances associant le renouvellement des équipes dirigeantes, des stratégies claires de gestion de la crise, des idées originales pour mobiliser l'énergie des citoyens, à l'image du programme britannique de Big Society.

L'élection présidentielle de 2012 ne va pas seulement choisir le prochain président de la République, qui aura la très lourde responsabilité de diriger le pays et l'État au cours de cinq années terribles. Elle donnera une indication décisive sur la capacité de notre démocratie à délibérer et à relever les immenses défis qui se présentent devant elle, sur la capacité de la France à accomplir les changements majeurs requis pour enrayer trois décennies de déclin, sur la capacité des Européens de trouver les compromis nécessaires pour sauver l'euro et les acquis de soixante ans d'intégration du continent. Voilà pourquoi le vote de 2012 est décisif. Voilà pourquoi, sous les avatars d'une campagne en trompe-l'oeil, il doit être éclairé et guidé par la compréhension de ses enjeux réels à l'aune des révolutions du XXI^e siècle.

Accélération de l'Histoire, régression de l'Europe...

Jamais depuis 1958 une élection présidentielle ne s'est déroulée sur fond de plus grands bouleversements historiques. La Ve République est née de l'impuissance du régime parlementaire à trouver une issue à la guerre d'Algérie, dans un contexte de forte croissance et de stabilisation de la guerre froide après la disparition de Staline. L'élection de François Mitterrand, en 1981, dut beaucoup aux chocs pétroliers et à la crise déclenchée par l'implosion de la régulation keynésienne sous les assauts conjugués du chômage et de l'inflation, tandis que sa réélection précéda d'un an la chute du mur de Berlin.

Le scrutin de 2012 se situe pour sa part au confluent de quatre révolutions qui remettent en cause la situation de la France et de l'Europe. La première révolution est liée à la mondialisation, qui fait basculer le centre de gravité du capitalisme vers les pays émergents - ces derniers assurent désormais 52% de la production industrielle, réalisent 48% des exportations et détiennent 80% des réserves de change mondiales. D'où un double choc pour les pays développés, confrontés à la désindustrialisation et à un chômage structurel qui

déstabilise leurs classes moyennes, tandis que l'Occident voit contester le monopole qu'il détenait sur l'histoire du monde depuis le XVI^e siècle. La deuxième découle du cumul de la crise mondiale du capitalisme dérégulé et de la crise européenne des risques souverains qui ne sont nullement achevées. Elles entraînent le recul relatif des États-Unis et leur recentrage stratégique autour de leur territoire et de l'Asie, tandis que l'Europe se trouve aspirée dans une dynamique déflationniste comparable à celle du Japon, mêlant vieillissement démographique, surendettement, perte de compétitivité et surévaluation de la monnaie. Le troisième bouleversement est à chercher dans l'onde de choc du soulèvement des peuples lancée par les révolutions du monde arabo-musulman et qui a gagné jusqu'à la Russie et à la Chine. Animées par la révolte contre les autocraties, la corruption et les inégalités, elles n'ont pas pour autant comme objectif, contrairement à l'automne des peuples de 1989, le passage à la démocratie occidentale et à l'économie de marché. Enfin, une nouvelle révolution technologique se poursuit, portée par l'information, la génétique mais aussi la transition énergétique sous la pression de la raréfaction des ressources, duréchauffement climatique et de la catastrophe de Fukushima.

L'Europe est la grande perdante de cette nouvelle donne. La zone euro, épice de la crise des dettes souveraines, est devenue le plus important risque pour l'économie mondiale, que l'implosion de la monnaie unique plongerait dans une grande dépression. Elle est le seul des grands pôles de la mondialisation dont la production reste inférieure à son niveau de 2007 et à rechuter dans la récession, accompagnée d'un chômage qui touche 10,8% de la population active tandis que les déficits et la dette publics atteignent 4,1%, et 87% du PIB. Elle compte trois États en situation de défaut, qui menacent d'être rejoints par l'Espagne, prise en tenailles par la récession et le chômage (25% de la population active), d'une part, la faillite du système bancaire qui ploie sous 200 milliards d'euros de créances douteuses et l'explosion des coûts de la dette publique, d'autre part.

À l'exception du nord du continent, l'Europe est devenue l'otage de modèles de croissance à crédit caducs et d'États providence insoutenables au regard de l'évolution de la démographie et de la chute de la croissance potentielle. Au moment où les déséquilibres de la mondialisation tendent à se réduire, la divergence entre les pays de la zone euro s'exacerbe. L'Allemagne, forte de sa réunification et de ses réformes, affiche une croissance stable, des excédents commerciaux et courants records (158 et 135 milliards d'euros), un retour au plein emploi avec un chômage revenu en dix ans de 12 à 6% de la population active, ce qui lui vaut d'attirer des dizaines de milliers de jeunes diplômés d'Europe du Sud.

La faiblesse de la gouvernance européenne achève de rendre la situation critique. La crise a démontré la fausseté des principes qui ont présidé à la création de l'euro et l'incapacité à gérer les crises en l'absence d'un gouvernement économique, d'une Banque centrale qui dispose du statut de prêteur en dernier ressort, d'une solidarité financière et d'une responsabilité budgétaire. Mais alors que chacun s'accorde sur le fait que la survie de la zone euro passe par une intégration renforcée, les nations qui la composent ne cessent d'afficher leurs désaccords, leurs difficultés à nouer des compromis et à exécuter les décisions arrêtées. Dans l'Union tout entière, les États renationalisent à marche forcée la politique économique et restaurent les frontières sous la pression des populismes qui érigent l'Europe en bouc émissaire et manipulent les peurs provoquées par les grandes transformations historiques.

... et déclin de la France

De cette Europe aspirée par le vide et la désintégration, la France est désormais le grand corps malade. La crise a en effet donné un spectaculaire coup d'accélérateur à son déclin économique et social. La croissance, limitée à 1,2% au cours des années 2000, est à l'arrêt en raison de l'euthanasie du secteur privé, du retard de l'investissement et du blocage de l'innovation, provoqué par la chute des profits, de l'effondrement de la compétitivité dont témoigne le déficit commercial le plus élevé de la zone euro (70 milliards en 2011). La dette publique s'est envolée et atteindra 90% du PIB en 2012, seuil à partir duquel elle pèse négativement sur l'activité et l'emploi. Le chômage frappe 10% de la population active depuis trois décennies. Il en résulte une paupérisation rapide des Français, dont le revenu par tête est désormais inférieur à celui des Européens. La nation se balkanise avec la reconstitution d'un sous-prolétariat de 6 millions d'exclus vivant dans des ghettos, plongés dans l'anomie sociale et dépendant uniquement des transferts sociaux. Confrontés à la fermeture du marché du

travail et de la société, les jeunes - dont 161.000 abandonnent chaque année le système éducatif sans aucune formation - basculent dans l'exclusion ou font le choix de l'exil.

Le décrochage de la France, contrairement aux autres pays développés, ne résulte pas de l'éclatement de l'économie de bulle en 2007, mais d'un modèle de croissance par la dette publique où le seul moteur d'une activité en baisse régulière est fourni par la consommation, alimentée par des transferts sociaux qui culminent à 33% du PIB et sont financés majoritairement par la hausse de la dette et accessoirement par celle des prélèvements publics. La montée parallèle des dépenses et des recettes publiques, qui culminent à 56,6% et 49 % du PIB, mine la production et l'emploi marchands, avivant l'anxiété sociale, qui légitime de nouvelles demandes de protection. L'État providence a ainsi cannibalisé l'État régalien et la redistribution, évincé la production. Dans le même temps, l'étatisme et le corporatisme figent et ferment la société. Et la France de se couper du monde ouvert du XXIe siècle. Loin d'être anecdotique, la dégradation financière a ainsi acté le déclassement de la France en Europe et dans le monde.

Avec la maîtrise de ses comptes publics, notre pays a perdu sa souveraineté face aux marchés financiers comme à l'Allemagne, qui assume désormais seule - et non sans erreurs - le leadership de la zone euro et de l'Europe continentale. Il sera le coeur du prochain choc sur la zone euro. En dépit du faux calme qui a prévalu depuis la dégradation de sa notation financière, le télescopage du mur de la dette se rapproche. La France doit lever 180 milliards d'euros en 2012 et plus de 200 milliards en 2013 sur les marchés, dont les deux tiers auprès des investisseurs internationaux. Or, elle se trouve prise dans une double tenaille. La première, intérieure, entre la course folle de la dette publique, d'une part, le blocage de la croissance et la chute de la compétitivité, d'autre part. La seconde, européenne, entre l'Allemagne d'Angela Merkel, leader de l'Europe du Nord compétitive, et l'Italie de Mario Monti, symbole de l'Europe du Sud qui se réforme. Le choc annoncé sur la dette française entraînera une dégradation immédiate de nos banques tout en relançant spectaculairement la déstabilisation de la zone euro à travers la mise en risque d'une dette de 1700 milliards mais aussi des mécanismes de secours que notre pays garantissait.

Réinventer le modèle français et l'Europe

Pour la France et l'Europe, la décennie 2010 sera décisive et déterminera largement leur place dans le XXIe siècle. Sans réforme de son modèle économique et social, la France ne figurera plus dans les dix premières puissances mondiales en 2025. Elle ne peut plus affronter seule un choc sur sa dette et devra compter sur l'aide de l'Europe. Une Europe qui devra choisir entre la relance de son intégration ou l'éclatement de la zone euro, sans pouvoir se reposer sur le renfort d'une Amérique surendettée et profondément divisée, ni sur l'appui d'un Japon ravagé par la déflation, le tsunami et la catastrophe de Fukushima, ni sur le secours des émergents tout entiers tendus vers leur rattrapage de l'Occident et animés d'une volonté de revanche contre les anciennes puissances coloniales. En bref, la France et l'Europe vont devoir décider au cours des prochaines années de se réinventer ou de sortir de l'Histoire universelle.

Pour la France, l'enjeu prioritaire concerne la modernisation du modèle économique, qui passe par un nouveau pacte productif. Dès lors que la consommation excède la production de 10%, le choix est entre la déflation par la baisse des salaires et la reflation par l'augmentation du travail, de l'investissement et de l'innovation. D'autres pays européens se sont engagés avec succès dans cette voie, à l'image de l'Allemagne ou de la Suède. Et il n'existe aucune fatalité à ce que la France figure parmi les perdants de la mondialisation, comme le montrent le dynamisme des Français installés à l'étranger ou les performances des grands groupes. De fait, notre pays dispose d'atouts majeurs: la vigueur de sa démographie, la productivité d'une partie de sa main-d'oeuvre, l'abondance de l'épargne - en dépit d'une taxation aberrante approchant 40% -, la qualité de ses infrastructures, l'excellence de certains pôles publics et privés en situation de leadership mondial, un patrimoine, une culture, un mode de vie, des paysages et un climat exceptionnels. Ces atouts doivent devenir le socle pour le redressement de l'offre nationale.

Le schéma keynésien d'une croissance tirée par des dépenses publiques financées par la dette est mort. Parce que la consommation se porte sur les importations dans une économie ouverte si l'appareil de production n'est plus performant. Parce que la dépense publique et l'impôt euthanasient l'activité et l'emploi marchands. Parce que l'excès de dette publique ruine le

crédit de l'État et la confiance. Voilà pourquoi ce ne sont pas les dépenses publiques mais les réformes de structure qui peuvent relancer la croissance. Voilà pourquoi la priorité doit aller à la maîtrise des coûts de production, à l'investissement, à l'innovation et à la recherche.

La reconstruction d'une offre nationale compétitive a pour condition le retour à l'équilibre des finances de la nation, qui implique la rupture avec la préférence pour la dépense publique. Pierre Mendès France aimait à rappeler que «les comptes en désordre sont la marque des nations qui s'abandonnent». Le modèle de croissance fondé sur la dette publique et privée - qui atteint 160% du PIB contre 128% en Allemagne et 126% en Italie - est caduc. La Cour des comptes a établi que l'effort d'économie pour ramener les comptes publics à l'équilibre s'élève à 120 milliards d'euros sur cinq ans. Les stratégies de redressement conduites dans les pays développés, de la Suède à l'Allemagne en passant par le Canada, montrent qu'il doit être effectué à hauteur d'un quart par des hausses d'impôts centrés sur les ménages et de trois quarts par des baisses de dépenses. Les impôts et taxes ont augmenté de 32 milliards d'euros dans les deux dernières années, dont plus de la moitié à la charge des entreprises, dont le taux de marge se situe à un point bas historique depuis les années 1980. La priorité doit donc aller aux coupes dans les dépenses publiques et au basculement des dépenses stériles vers les usages productifs: le travail, l'investissement, l'éducation et la recherche.

Il ne fait aucun doute que la France ne pourra continuer à emprunter sur les marchés les mêmes volumes aux mêmes prix au cours des prochaines années. Voilà pourquoi il n'existe pas d'alternative à la rigueur, qui sera soit décidée volontairement par les autorités françaises, soit imposée par les marchés financiers et nos partenaires européens. Les déficits et la dette publics ne sont pas les alliés mais les fossoyeurs de la solidarité, car ils sont des impôts sur les pauvres et les générations futures. La France reste en quête d'un pacte social et citoyen qui permette de refonder la nation. Le chômage permanent est un cancer qui ronge l'économie mais aussi la société. Il ne peut être combattu que par une réunification et une libéralisation du marché du travail, qui lient flexibilité et sécurité. La protection absolue des uns ne peut continuer à avoir pour pendant la précarité et l'exclusion d'un nombre sans cesse croissant de Français. Il est par ailleurs impératif d'interrompre la dégradation des performances du système éducatif et de mettre un terme à l'échec scolaire, qui constitue une machine à reproduire l'exclusion. La même stratégie de réunification doit être conduite à l'échelle de la nation, où la volonté de vivre ensemble s'efface de plus en plus devant les clivages entre riches et pauvres, inclus et exclus, jeunes et vieux, actifs et retraités, villes et campagnes. L'atomisation des individus sous le choc de la crise et la divergence du corps social trouvent une traduction directe dans la vie publique avec la radicalisation et la poussée des populismes. Il n'est d'autre antidote à cette crise démocratique que le renforcement de l'État de droit et la mobilisation de l'énergie des citoyens au service du redressement du pays.

Le chemin de sortie de crise de l'euro existe

Comme en 1983, mais beaucoup plus rapidement, la France sera confrontée, après l'élection présidentielle de 2012, à une décision cruciale avec le heurt programmé du mur de la dette: soit la sanctuarisation d'un modèle social insoutenable qui implique l'éclatement de l'euro; soit la réaffirmation de l'engagement dans l'euro qui exige des réformes radicales. Le chemin de sortie de crise de la zone euro existe. Il repose sur la poursuite de l'assouplissement monétaire engagé par Mario Draghi à la tête de la BCE, le retour progressif à l'équilibre des pays déficitaires prévu par le traité budgétaire et l'introduction de règles d'or nationales, l'accord sur une initiative de croissance portée par les pays excédentaires - Allemagne au premier chef - et par les institutions européennes. Il implique surtout des actes politiques en faveur d'une relance de l'intégration du continent, via la constitution d'un gouvernement économique de la zone euro, la poursuite du grand marché, l'engagement d'une politique de sécurité et de défense du continent, rendue indispensable par le retrait américain.

Le refus de la France de traiter ses problèmes de compétitivité et de déficits tuerait dans l'oeuf la nouvelle donne monétaire de la BCE comme les possibilités de soutien de la croissance. Il achèverait de déséquilibrer le couple franco-allemand et, partant, la capacité à passer et mettre en oeuvre des compromis politiques au sein de l'Union. Voilà pourquoi la réforme du modèle français est non seulement la clé du redressement national mais de la survie de l'euro et de la possibilité pour l'Europe de figurer parmi les grands pôles qui structurent la mondialisation.

Le choix cardinal qui se présente aux Français reste celui de leur rapport à la société ouverte du XXI^e siècle. La France s'est engagée dans une voie totalement régressive avec la multiplication des propositions protectionnistes, les appels à la reconstitution des frontières, le déchaînement de la démagogie hostile à l'Europe et de la xénophobie. La volonté d'ériger des lignes Maginot contre la mondialisation est aussi chimérique que dangereuse. Elle réédite l'erreur tragique des années 1930, lorsque la France s'est coupée du monde réel en refusant de s'adapter à l'environnement de la grande déflation et de répondre à la montée en puissance des régimes totalitaires.

Il n'existe pas aujourd'hui de menaces extérieures directes mais un danger latent, celui d'une marginalisation doucereuse allant de pair avec la dépossession de la souveraineté qui accompagnerait l'incapacité à équilibrer les comptes publics. La fermeture et le repli sur un passé mythifié ne constituent pas une stratégie alternative de redressement mais la promesse d'un déclin accéléré. Marc Bloch, dans *L'Étrange Défaite*, conclut sur l'origine du désastre de 1940 dans les termes suivants: «*Ce n'est pas seulement sur le terrain militaire que notre défaite a eu ses causes intellectuelles. Pour pouvoir être vainqueurs, n'avions-nous pas, en tant que nation, trop pris l'habitude de nous contenter de connaissances incomplètes et d'idées insuffisamment lucides?*» La France de 2012 doit cesser de vivre dans le passé ou de cultiver des chimères pour se penser et agir dans le monde du XXI^e siècle. Et les Français sont à la veille d'un choix décisif: soit se secouer et s'engager par la voie démocratique dans les réformes; soit prendre le risque d'une tutelle étrangère, voire d'une contre-révolution nationale destructrice de la liberté, avant de se relever.